

Journal d'Afrique Centrale - R.D.C.
du 1er au 15 Mai 2014
n°243



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Jeudi 1^{er} mai.

RDC: 3 tribunaux du travail installés à Kinshasa et à Lubumbashi. Trois tribunaux du travail sont opérationnels, depuis mercredi 30 avril, en RDC à savoir deux à Kinshasa et un à Lubumbashi (Katanga). Le ministre du travail et de la Prévoyance sociale, Modeste Bahati Lukwebo, l'a annoncé le même jour en prélude de la journée internationale du travail, célébrée samedi 1er mai et placée sous le thème : «construire avec un travail décent».

Le gouvernement alloue 257 millions USD pour la construction et réhabilitation de 1000 écoles. Le gouvernement a débloqué l'enveloppe de 237 milliards de francs congolais (257 millions de dollars américains) pour la construction et réhabilitation de mille écoles à travers le pays, dans le cadre de son programme dénommé « Education ». Le directeur technique du Bureau centrale de coordination (Bceco), Gaspard Kabongo, l'a affirmé mercredi 30 avril, en marge du séminaire d'informations sur l'implication des ingénieurs recrutés pour la réalisation de ce projet.

1er mai 2014: un syndicat plaide pour le social des travailleurs congolais. Le président de la Confédération syndicale du Congo (CSC), Guy Kolela plaide pour le social des travailleurs congolais. Il a lancé cet appel, jeudi 1er mai, à l'occasion de la fête internationale du travail, à Kinshasa, où les travailleurs étaient rassemblés à la Place du Cinquantenaire sur le boulevard Triomphal. «C'est un défi pour nous les syndicalistes, nous l'avons rappelé l'année passée et nous avons écrit et cette année encore, nous disons que sur le plan économique le comportement était positif. Il y a 8% de croissance mais nous voulons le retrouver dans le social du travailleur», a indiqué le président. En RDC, cette fête du travail a été placée sous le thème: «construire l'avenir avec un travail décent». Pour des nombreux de syndicalistes, le thème de cette année ne cadre pas avec la situation du travailleur congolais qui touche un salaire qui ne lui permet pas de nouer les deux bouts du mois. Au sujet de la mise en application du Smig, Guy Kolela a invité les entreprises privées à se conformer à la législation congolaise du travail.

Baisse du pouvoir d'achat au Nord-Kivu. Le président de l'Union nationale des travailleurs du Congo (UNTC) au Nord Kivu, Chernozeme Kambale Lwanga, a indiqué que plusieurs mouvements des grèves ont été enregistrés depuis janvier dernier au Nord Kivu. Il fait allusion notamment à la grève des infirmiers, celle des transporteurs et plusieurs problèmes qui ont perturbé le climat du travail et provoqué des conséquences néfastes à travers la province. Pour Chernozeme Kambale Lwanga, le pouvoir d'achat du travailleur au Nord Kivu a baisse de 30%: «Il faut un dialogue social franc entre l'autorité et les travailleurs pour relever les défis après la guerre. Ça déraile ». Aucune manifestation n'est prévue dans cette partie du pays dans le cadre de cette journée. (Radio Okapi)

Grands lacs: la RDC à la tête du Corridor central pour un mandat d'une année. La RDC a été portée, jeudi 1er mai à Bukavu (Sud-Kivu), à la tête du Corridor central pour un mandat d'une année. Cette structure qui regroupe la Tanzanie, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et la RDC est l'ensemble d'infrastructures routières, ferroviaires, lacustres et maritimes qui seront construites pour faciliter le transport à partir du port de Dar-es-Salaam. Le ministre des Transports et Voies de communication, Justin Kalumba Mwana Ngongo, élu président de ce corridor, a exprimé la volonté de la RDC de porter haut les objectifs de cette structure qui, selon lui, doit servir à faciliter les échanges commerciaux et le transport des marchandises, dans cet espace. Après les discussions, les pays membres du Corridor central se sont convenus d'accélérer et finaliser le plan stratégique en vue de doter leur organisation d'un véritable instrument de pilotage de ses actions et de lancer des études faisabilité relatives à la construction et réhabilitation des infrastructures des transports. Ils s'engagent également à mobiliser les

financements, à initier et mettre en œuvre le processus d'harmonisation des normes de construction de différentes infrastructures des transports dans la sous-région. Les pays membres du Corridor centre se proposent également d'éliminer les barrières et d'harmoniser les procédures au niveau de leurs différents postes douaniers. Les opérateurs économiques de la région se plaignent des vols, des tracasseries et de la multiplicité de formalités douanières auxquelles ils font face lors de l'importation des marchandises à partir des ports tanzaniens. (Radio Okapi)

Kinshasa: fin du second moratoire pour le contrôle technique des véhicules. Le second moratoire de 45 jours accordé aux propriétaires pour passer leurs véhicules au contrôle technique a expiré, jeudi 1er mai, à Kinshasa. Le gouvernement provincial de Kinshasa leur a notamment demandé d'obtenir l'assurance automobile, l'autorisation de transport et de peindre leurs véhicules aux couleurs nationales.

CPI: un témoin de Matthieu Ngudjolo entame une grève de la faim. Floribert Ndjabu, l'un des témoins de Matthieu Ngudjolo à la Cour pénale internationale (CPI) ayant demandé l'asile aux Pays-Bas en 2011, a entamé une grève de la faim depuis le 26 avril dernier. Selon son avocat Me Peter Ngomo, il proteste contre la non-exécution par le greffe de la décision de la chambre d'appel relative à l'asile sollicité au Pays-Bas, décision demandant de prendre toutes les dispositions pour le faire partir du centre pénitentiaire vers un site d'hébergement au niveau de la capitale hollandaise.

Equateur : 180 femmes opérées de fistules au Sud-Ubangi par la Fondation Panzi. Cent quatre-vingts femmes ont été opérées gratuitement des fistules vésico-vaginales et recto-vaginal dans cinq zones de santé du Sud-Ubangi (Equateur). Ces interventions ont débuté le 8 avril dernier. Elles ont été effectuées par une équipe conduite par le dr Denis Mukwege, responsable de la Fondation Panzi.

Province Orientale: des dizaines de viols sur mineures enregistrés en deux mois à Basoko. Plusieurs dizaines de cas de viols ont été enregistrés au cours des mois de mars et d'avril dernier à Basoko (Province Orientale). Le collectif des organisations de défense de droits de l'Homme de cette cité l'a dénoncé mercredi 30 avril. Une information confirmée le Commandant de la Police nationale congolaise.

Vendredi 2 mai.

RDC: des expulsés de Brazzaville souhaitent regagner leurs provinces d'origine. Les Congolais expulsés de Brazzaville, regroupés actuellement au stade Cardinal Malula à Kinshasa et originaires des autres provinces de la RDC, souhaitent regagner leurs milieux d'origine. Ils sont pour la plupart originaires de l'Equateur et du Bas-Congo. Ces expulsés demandent au gouvernement de leur donner les moyens de transport pour faciliter leur retour dans leurs provinces d'origine.

Kisangani: le contrôle technique des véhicules se poursuit. Près de 70 véhicules sont passés au contrôle technique à la Société congolaise de contrôle technique (SCCT) à Kisangani, depuis le début de cette opération il y a trois semaines. Ce nombre est encore insignifiant par rapport aux engins automobiles en circulation à Kisangani, a indiqué le ministre provincial des Transport et Voies de communication, sans préciser la taille du chariot automobile dans cette ville de la Province Orientale.

Katanga: la société civile s'oppose à la prolongation du mandat de Joseph Kabila. La Société civile du Katanga a réaffirmé mercredi 30 avril à Lubumbashi son opposition à une révision constitutionnelle en RDC visant à prolonger le mandat de Joseph Kabila. Pour elle, il n'est pas question de prolonger le mandat du chef de l'Etat actuel, qui expire en décembre 2016, pour cause de report de l'élection présidentielle. Dieudonné Bin Masudi, membre de la société civile du Katanga, a fait état d'une pétition initiée pour faire échec à toute éventuelle révision constitutionnelle.

RDC: 100 nouveaux bénéficiaires de l'amnistie libérés à Kinshasa. Cent nouveaux bénéficiaires de la loi d'amnistie pour faits insurrectionnels, faits de guerre et infractions politiques ont été libérés mercredi 30 avril. C'est la deuxième vague de libérations des amnistiés. La première avait concerné 50 personnes le 21 avril dernier. Ce groupe de nouveaux amnistiés est notamment constitué des éléments de l'ex-rébellion du M23, de l'ARP de Faustin Munene, du GALCD d'Honoré Ngbanda et les assaillants de la résidence du chef de l'Etat, du Bundu dia Kongo, des Bakata Katanga, de « l'Impérium » de Diomi Ndongala et du groupe A7 de Roger Lumbala et John Tshibangu.

Kalemie: les travaux de finissage des débarcadères au port Kauka tournent au ralenti. Les travaux de finissage des débarcadères réalisés par le Projet d'appui au programme régional d'aménagement intégré du lac Tanganika (Prodap-Kalemie) au port Kauka, à Kalemie (Katanga), tournent au ralenti suite à une absence de matériaux. Prodap-Kalemie s'engage cependant à les achever avant la date limite fixée

au 31 décembre prochain. Ces ouvrages devraient permettre une gestion durable de la pêche par cette structure.

Fin du moratoire pour le contrôle technique: le transport en commun perturbé à Kinshasa. Au lendemain de la fin du moratoire pour le contrôle technique des véhicules, le transport en commun a été perturbé à Kinshasa. Les Kinois ont éprouvé de nombreuses difficultés pour se déplacer à travers la ville ce vendredi 2 mai. Plusieurs conducteurs des véhicules ont préféré garder leurs engins dans leurs garages plutôt que de les sortir et se faire interpellé par la police. D'autres se sont finalement décidés à se rendre au centre où s'effectue ce contrôle technique pour se conformer à la décision des autorités. Peu de véhicules de transport en commun étaient donc visibles sur les routes de Kinshasa. (Radio Okapi)

Kinshasa, Kampala et le HCR veulent accélérer le rapatriement des réfugiés congolais. Le Haut commissariat pour les réfugiés (HCR), la RDC et l'Ouganda décident d'accélérer d'ici septembre prochain l'opération de rapatriement des réfugiés congolais vivant sur le territoire ougandais. Ils ont pris cette résolution, mercredi 30 avril à Kampala, à la clôture de leurs travaux de la commission tripartite. Dans un communiqué conjoint, le HCR, la RDC et l'Ouganda se sont engagés à procéder à l'identification des réfugiés congolais qui désirent retourner volontairement dans leur pays. Kinshasa et Kampala ont, par ailleurs, décidé de sensibiliser des réfugiés de la RDC sur l'importance du rapatriement volontaire.

Kasaï-Occidental: un lion dévore 23 animaux domestiques à Lueta. Un lion a dévoré vingt-trois animaux domestiques dans le secteur de Lueta dans le territoire de Luiza au Kasaï-Occidental. D'après la société civile de Luiza, c'est au cours de trois nuits successives que les vingt-trois animaux domestiques ont été dévorés. Le lion est passé respectivement dans les villages de Mafupa, Kalala, et Milala. Craignant d'être attaqué par ce lion, les habitants de ces villages restent terrés chez eux et ne vont plus aux champs. Selon des sources locales, ce lion serait venu d'une réserve animalière de la province du Katanga. L'information a été confirmée par les membres du conseil territorial de sécurité. Pour l'administrateur intérimaire de ce territoire, Germain Mwangala, il faudra mettre fin à la vie de ce fauve, qui selon lui, «a une origine mystique.» Il redoute que cet animal s'attaque à la population si rien n'est fait. Mais l'administrateur du territoire dit manquer de «moyens conséquents» pour faire face à cette situation. Toutefois, selon la même source, la police et l'armée s'organisent pour descendre dans ce secteur situé à près de 50 Km de la cité de Luiza. (Radio Okapi)

Kinshasa: les expulsés de Brazzaville vivent dans des conditions difficiles. Les expulsés de Brazzaville regroupés au stade Cardinal Malula et dans la cour de la maison communale de Kinshasa depuis samedi 26 avril, vivent dans des conditions difficiles. Ils manquent d'abri et ne reçoivent pas de soins médicaux adéquats. Malgré l'aide qu'ils reçoivent notamment des ministères de la Santé et des Affaires sociales, ils craignent que leur situation ne se complique davantage à cause du nombre toujours croissant d'expulsés qui abondent dans ces sites d'accueil.

Kinshasa: 3 agents de la Sonas et une journaliste interpellés pendant un sit-in. La police a dispersé vendredi 2 mai un sit-in des agents de la Société nationale d'assurances (Sonas) devant la direction de leur entreprise à Kinshasa. Ces travailleurs, en grève depuis une semaine, réclament le paiement d'arriérés de salaire remontant jusqu'en 2009 pour certains. Les policiers ont interpellé trois agents de la Société nationale d'assurances (Sonas) et une journaliste de la chaîne de télévision privée Congo Web. Ils ont été emmenés au Camps Lufungula.

Parc des Virunga : un convoi de l'armée attaqué par les ADF près de Medina. Les rebelles Ougandais de l'ADF ont attaqué un convoi de l'armée jeudi 2 mai dans le parc des Virunga au Nord-Kivu. Selon des sources proches des services de sécurité, les ADF auraient tendu au véhicule une embuscade près de Medina, leur ancienne base conquise par les Forces armées de la RDC (FARDC) depuis moins deux semaines.

Samedi 3 mai. 14

Ban Ki-Moon : « Aucun jour ne s'écoule sans que la liberté de la presse ne soit bafouée ». « Aucun jour ne s'écoule sans que la liberté de la presse ne soit bafouée », a affirmé le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki Moon, à l'occasion de la journée mondiale de la liberté de la presse célébrée samedi 3 mai. Selon lui, les journalistes sont enlevés, détenus, battus, voire assassinés à cause des vérités dérangeantes qu'ils énoncent. Quatorze journalistes ont été tués cette année, et soixante-dix autres ont connu le même sort l'année dernière, a indiqué le secrétaire général de l'Onu. Toujours selon Ban Ki-moon, deux cent onze journalistes ont été emprisonnés l'année dernière. Et quatre cent

cinquante-six autres ont été contraints à s'exiler depuis 2008. Plus d'un millier ont été tués depuis 1992, pratiquement un par semaine. Face à ces statistiques alarmantes, le secrétaire général de l'Onu estime qu'il ne saurait y avoir d'impunité pour ceux qui prennent les journalistes pour cibles, les soumettent à des actes de violence ou d'intimidation, ou recourent à des procédures juridiques perverses pour perturber ou entraver leur travail. Ban Ki-Moon a invité tous les Etats membres de l'Onu à placer la liberté des médias au centre d'action visant à promouvoir la sécurité, la dignité et la prospérité pour tous. Pour lui, la liberté des médias est indispensable au développement, à la démocratie et à la bonne gouvernance. (Radio Okapi)

Déraillement du train de la SNCC : la société civile et la chefferie opposées sur le bilan. Plus d'une semaine après le déraillement du train de la Société nationale de chemin de fer (SNCC) près du pont de Katongola à Kamina (Katanga), le bilan de cet accident ferroviaire est toujours controversé. La société civile locale parle de plus de deux cent dix morts, alors que le responsable de la chefferie, Kasongo Nyembo, parle de quatre cent-six décès. Tous ces chiffres ont été avancés vendredi 2 mai devant la commission de l'Assemblée nationale en mission dans cette ville.

RDC : Richard Muyej promet des sanctions contre des partis politiques fonctionnant hors normes. Le ministre de l'Intérieur, Richard Muyej, promet de sanctionner tous les partis politiques qui fonctionnent en RDC « sans respecter les lois du pays ». Il répondait, vendredi 2 mai, à la question d'actualité que le sénateur Modeste Mutinga lui a adressée sur la gestion des partis politiques. Selon le sénateur, sur plus d'une centaine des partis politiques enregistrés, très peu seulement ont réellement un caractère national et dans le non-respect de la loi. Pour Modeste Mutinga, plusieurs de ces partis politiques n'ont pas de siège et ne convoquent pas non plus de congrès. Face à ce constat, le ministre Muyej a affirmé que le gouvernement va bientôt sanctionner ceux qui ne respectent la loi en la matière. « À ce jour, 455 partis politiques sont enregistrés. Au total, 102 seulement sont organisés à l'Assemblée nationale. Pour l'année 2012, 87 partis politiques avaient déposé leurs rapports sur les 433 attendus. S'agissant de l'année 2013 dont le rapport des comptes financiers continue à nous parvenir, 28 rapports ont été déposés dans le délai légal sur les 446 attendus », a déclaré Richard Muyej. Concernant la sanction à appliquer aux partis politiques qui travaillent hors normes, Richard Muyej a indiqué que « jusqu'à ce jour, le ministère privilégie le rappel à l'ordre et la sensibilisation ». Cependant, ajoute le ministre, face au non-respect flagrant des partis, son ministère se verra dans l'obligation d'appliquer des sanctions. (Radio Okapi)

Equateur : la réduction des effectifs de la Monusco inquiète la société civile. La société civile et les autorités provinciales de l'Equateur se disent inquiètes de la réduction de la présence de la Monusco dans cette province. Les représentants de ces structures l'ont exprimé vendredi 2 mai au représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC en visite à Mbandaka. La Mission onusienne compte réduite plus de 90% de ses effectifs à Mbandaka. Une seule antenne devra fonctionner dans cette ville avec dix personnes.

RDC: première visite de John Kerry à Kinshasa. Le Secrétaire d'Etat américain, John Kerry, est arrivé à Kinshasa ce samedi 3 mai. A l'aéroport de N'djili, il a été accueilli par le ministre des Affaires étrangères, Raymond Tshibanda. L'agenda du chef de la diplomatie américaine prévoit, pour ce dimanche, une rencontre avec le président Joseph Kabila; avant de tenir une conférence de presse. John Kerry vient encourager notamment le développement de la démocratie dans ce pays.

RDC: Lambert Mende s'engage pour la dépénalisation du délit de presse. Au cours d'une cérémonie officielle organisée samedi 3 mai à Kinshasa à l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la liberté de la presse, le ministre des Médias, Lambert Mende, s'est engagé à s'investir pour la dépénalisation du délit de presse et pour l'avènement d'une presse indépendante, pluraliste et responsable en RDC. Pour sa part, le chef de la Monusco, Martin Kobler, a fustigé de multiples atteintes à la liberté de la presse relevées lors des élections de 2011.

Expulsions de Brazzaville: les Fac/Opposition pour un tête-à-tête Kabila-Sassou. Les Forces acquises au changement (Fac/opposition) demandent aux présidents de deux Congo de se rencontrer pour discuter de la question des expulsions de Congolais de Kinshasa vivant en République du Congo. Cette plate-forme a lancé cet appel, samedi 3 mai, au cour d'une conférence de presse à Kinshasa et elle affirme que ces expulsions ont été accompagnées de graves violations des droits de l'homme, notamment des viols et de la brutalité.

Dimanche 4 avril.

RDC: inauguration de la «Salle Ghislaine Dupont» à Kisangani. L'ONG «Médias pour la paix et le développement» immortalise la journaliste française Ghislaine Dupont, assassinée en novembre dernier à Kidal, au Mali. Cette structure a inauguré, samedi 3 mai à Kisangani (Province Orientale), une salle des conférences dénommée «Ghislaine Dupont», dans le cadre de la journée internationale de la liberté de presse. La salle servira, entre autres, à l'organisation des réunions, des conférences, des ateliers de formations et autres rencontres de presse. Elle est équipée des ordinateurs branchés sur réseau internet, une petite bibliothèque, des chaises et tables pour les lectures. Ghislaine Dupont avait contribué à la mise en marche du réseau Okapi entre 2002 et 2003, à travers la formation des journalistes de Radio Okapi à Kinshasa et dans les provinces. Les journalistes Ghislaine Dupont et Claude Verlon ont été tués après avoir été enlevés devant le domicile d'un chef de la rébellion malienne du MNLA qu'ils venaient d'interviewer. (Radio Okapi)

Katanga: 6 692 cas de paludisme enregistrés dans le district de Tanganyika. L'Inspection sanitaire Tanganyika a enregistré, en une semaine, environ 6 692 cas de paludismes dans les onze zones de santé de ce district de la province du Katanga. Le médecin inspecteur du Tanganyika, Adalbert Ngandwe, a livré ces chiffres à la presse, samedi 3 mai, à l'issue de l'atelier de formation des techniciens de laboratoires et des microscopistes de ces zones de santé, à Kalemie (Katanga).

Maniema: carence de juges dans les cours et tribunaux de Kindu. L'ONG Hahi za Binadamu déplore la paralysie et le dysfonctionnement du Tribunal de grande instance (TGI) de Kindu (Maniema) ainsi que des tribunaux de paix, suite à la carence de juges. Selon cette structure, un seul juge travaille, depuis huit mois, à la TGI de Kindu depuis que son collègue est parti en congé. Le président du TGI/Kindu, troisième juge de cette instance, est, depuis bientôt un mois, en mission officielle à Kinshasa.

Les Etats-Unis annoncent l'octroi de 30 millions USD pour « des élections crédibles » en RDC. Les Etats-Unis d'Amérique s'engagent à octroyer trente millions de dollars américains pour soutenir les élections « libres, transparentes et crédibles » en RDC. Le secrétaire d'Etat américain, John Kerry l'a affirmé dimanche 4 mai au cours d'un point de presse, à Kinshasa. **La Ceni promet d'organiser des élections « crédibles et transparentes ».** Le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), l'Abbé Apollinaire Malu Malu, a assuré que son institution organisera des élections « crédibles et transparentes ». Il l'a déclaré dimanche 4 mai lors de son audience avec le secrétaire d'Etat américain, John Kerry.

Katanga: un nouveau déraillement du train de la SNCC fait provisoirement 5 morts à Kabongo. Cinq personnes ont trouvé la mort et cinq autres ont été grièvement blessées, dans la nuit du 4 mai, lors du déraillement d'un train de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC), à la hauteur de la localité de Kabongo (Katanga). Ce train aurait à son bord plus de deux cents personnes et ce bilan peut s'alourdir avec le redressement des wagons renversés, affirment des sources policières. Sur les cinq wagons de ce train de secours, trois sont renversés et les deux autres ont déraillé.

Equateur: début des travaux de réhabilitation de la route Gbadolite-Bobandi. L'Office des routes (OR) a lancé, jeudi 1er mai, les travaux de réhabilitation de la route Bombanza-Gbadolite, longue de 50 km, sur financement de l'Union européenne. La réfection de cette route d'importance capitale permettra aux paysans d'évacuer normalement et régulièrement leurs produits agricoles vers la ville de Gbadolite, à près 650 km de Mbandaka, chef-lieu de l'Equateur, selon des sources de la région.

Expulsion de Brazzaville : 17 policiers radiés « pour dérapages ». Dix-sept policiers du Congo-Brazzaville ont été radiés de la police, pour avoir commis des dérapages lors des opérations « Mbata ya mikolo » ou gifle des aînés. De retour de Brazzaville, le député Emmanuel Ramazani Shadari, qui a conduit une délégation parlementaire de Kinshasa en République du Congo a fait cette annonce dimanche 4 mai à Radio Okapi. La police de Brazzaville expulse depuis près d'un mois des étrangers présumés criminels sur son sol. Plusieurs témoignages ont fait état de tortures, viols et autres vols dont seraient victimes des ressortissants de la RDC. A ce sujet, les parlementaires de Kinshasa ont indiqué que Brazzaville a présenté des excuses concernant tous les dérapages constatés.

Lundi 5 mai.

Elections : les Etats-Unis appellent au respect de la constitution en RDC. Washington s'engage à soutenir les élections libres, démocratiques, crédibles et transparentes en RDC. Mais ce processus doit être conduit conformément à la constitution du pays, a déclaré dimanche à Kinshasa le secrétaire d'Etat

américain dans une conférence de presse qui clôturait sa visite de deux jours dans le pays. « Nous avons des limitations des mandats dans notre pays, nous avons vécu ce processus pendant des siècles et nous encourageons d'autres pays à respecter leurs constitutions », a déclaré John Kerry. Le président Joseph Kabila a été réélu en 2011 pour un dernier mandat de 5 ans tel que le prévoit la constitution. Mais dans sa famille politique, certains ténors estiment que la constitution devrait être modifiée pour lui permettre de briguer de nouveaux mandats. John Kerry qui a eu un entretien avec Joseph Kabila a dit au cours de sa conférence de presse ce qu'il pensait de l'avenir du président de la RDC : « C'est un homme jeune qui a encore beaucoup de temps devant lui. Et il pourra encore contribuer longtemps à son pays. J'ai tout à fait confiance qu'il va peser toutes ces questions dans le cadre de sa décision pour son avenir ». Le responsable américain a annoncé l'octroi de 30 millions de dollars pour l'organisation des élections libres, démocratiques et transparentes en RDC. Il a encouragé les autorités congolaises à compléter le calendrier électoral et a organisé un processus conforme à la constitution. (Radio Okapi)

Masisi : retour progressif des déplacés dans les localités pacifiées. Depuis quelques mois, les familles des déplacés du territoire de Masisi regagnent progressivement leurs localités d'origine, aujourd'hui pacifiées. Ces familles réinstallées chez elles accueillent à leur tour d'autres déplacés des localités environnantes encore en proie à l'activisme des groupes armés.

Les grèves à la SNCC ralentissent la construction de la centrale hydroélectrique de Katende. L'entreprise indienne chargée de la construction de la centrale hydroélectrique de Katende, dans le Kasai-Occidental, déplore la lenteur de l'arrivée des matériaux de construction, suite aux multiples grèves au sein de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC). Elle a présenté cette plainte au gouverneur de province, Alex Kande, qui s'est rendu samedi 3 mai dans ce vaste chantier pour se rendre compte de l'évolution des travaux. Selon l'entreprise Angelik, cette centrale devrait être fonctionnelle en 2016.

Bas-Congo : 4 586 Congolais refoulés de l'Angola par Yema depuis début 2014. Quatre mille cinq-cents quatre vingt six Congolais expulsés d'Angola sont rentrés en RDC par le poste frontalier de Yema, en territoire de Muanda (Bas-Congo) depuis le début de l'année 2014, indiquent des sources sécuritaires dans cette province. Pendant la même période, en 2013, leur nombre était estimé à quelque 3 000. Comme l'année dernière, les ONG locales déplorent les conditions dans lesquelles se déroulent ces expulsions. Tous les jours, de nouveaux Congolais sont expulsés de la province angolaise de Cabinda pour séjour irrégulier dans ce pays. D'après un rapport des services de sécurité du Bas-Congo, ils étaient 1 110 au mois d'avril, 783 en mars, 1 106 en février et 1 587 en janvier. Selon des ONG, les expulsés sont dépouillés de tout et parfois battus. D'autres passent plusieurs jours, voire des mois, dans les prisons angolaises avant d'être reconduits à la frontière. Ces organisations signalent aussi des cas de viols et autres violences sur les femmes. (Radio Okapi)

Viols de Minova: 3 militaires condamnés à perpétuité. Trois militaires ont été condamnés à perpétuité et vingt-trois à des peines lourdes allant de 10 à 20 ans. Treize autres ont été acquittés, lundi 5 mai, à Goma (Nord-Kivu), dans le procès sur les viols perpétrés à Minova en novembre 2012. Au total, une quarantaine de militaires étaient poursuivis par le ministère public dans le cadre de cette affaire qui remonte à novembre 2012, après la prise de Goma par la rébellion du M23. Alors qu'ils fuyaient, des soldats de l'armée congolaise auraient commis des exactions à Minova et ses alentours dans la province du Sud-Kivu. Ils étaient accusés de crimes de guerres par viols, meurtres, pillages et dissipation de munitions.

Kinshasa : la police disperse une nouvelle manifestation des agents de la Sonas. Les agents de la Société nationale d'assurances (Sonas) ont à nouveau manifesté ce lundi 5 mai à proximité des bureaux de la direction générale de leur entreprise dans la commune de la Gombe à Kinshasa. Ils avaient déjà organisé un sit-in le vendredi dernier au même endroit pour réclamer notamment le paiement de leurs arriérés de salaire et le départ de l'actuel comité de gestion de l'entreprise qu'ils accusent de mauvaise gestion. Comme celle du vendredi, cette manifestation a également dispersé par la police à coups de gaz lacrymogènes. Les policiers ont interpellé quelques manifestants.

Nord-Kivu: 11 disparus après un naufrage sur le lac Kivu. Environ 11 personnes sont portées disparues, lundi 5 mai, dans un naufrage du canot rapide du gouvernement provincial du Nord-Kivu sur le lac Kivu. Selon des sources de la région, on compte six rescapés parmi les 17 passagers à bord. Les causes de ce naufrage ne sont pas révélées à la presse jusque-là.

Bandundu: «l'Université REDD+» recommande l'accélération de la réforme foncière en RDC. La première édition de «l'Université REDD+» s'est tenue à Bandundu ville du 28 avril au 2 mai. Les

participants ont recommandé notamment la promulgation d'un décret sur la foresterie communautaire et l'accélération du processus de réforme foncière en RDC. Le REDD+ est un programme initié par l'ONU et signifie Réduction des émissions issues de la déforestation et de la dégradation forestière. L'ajout du « + » correspond à la prise en compte de l'augmentation des stocks de carbone. Son principe est de rémunérer les pays en développement et émergents via des contributions provenant des pays industrialisés, que ce soit par le biais d'un marché ou d'un fonds. «Il faut accélérer l'identification des aires géographiques prioritairement concernées par les moteurs de la déforestation afin d'y concentrer les activités de sensibilisation, d'observation indépendante et de consultation», ont plaidé les participants à la première édition de «l'Université REDD+». Ils ont également souligné la nécessité d'accélérer la diffusion de bonnes pratiques agricoles, telles que les jachères à longue durée, l'agroforesterie, les foyers et fours améliorés notamment pour les produits de la pêche, l'élaboration de calendrier pour le feu de brousse, l'aménagement des frayères pour une gestion durable des espèces halieutiques, etc. Ces assises avaient pour objectif d'informer les participants sur le processus REDD+, qui est un programme de réduction des émissions liées à la déforestation et dégradation des forêts, en vue de lutter contre le réchauffement climatique. Pendant cinq jours, les participants ont également échangé sur plusieurs thématiques de la REDD, les implications et interactions entre cette problématique et l'initiative APV Flegt de l'Union européenne, qui vise à renforcer la gouvernance forestière et la lutte contre l'exploitation illégale du bois. Plusieurs projets et initiatives REDD de grande envergure sont en cours de réalisation dans la province du Bandundu. C'est le cas d'Era Congo dans le Maï Ndombe et Novacel à Kwamouth. (Radio Okapi)

Mardi 6 mai. 14

Elections en RDC : l'opposition et la majorité interprètent différemment le message de John Kerry. L'opposition et la majorité ne semblent pas avoir retenu le même message des propos de John Kerry sur l'avenir du président Joseph Kabila après 2016. Pour le député de l'opposition, Jean-Lucien Busa, John Kerry s'est opposé à toute modification de la constitution « pour prolonger ou modifier le mandat de quiconque ». Le porte-parole du gouvernement de la RDC, Lambert Mende, estime pour sa part que les propos du responsable américain ont été tordus. Pour Jean-Lucien Busa, l'Opposition est satisfaite de la position du diplomate américain qui, selon lui, rejoint la sienne au sujet de l'alternance politique en 2016. « Nous sommes d'accord avec le secrétaire d'état américain pour considérer que personne et alors personne ne peut se permettre de modifier la constitution de la république pour prolonger ou modifier le mandat de quiconque », a-t-il expliqué, ajoutant qu'on n'a pas besoin d'attendre la visite du secrétaire d'État américain en RDC « pour que l'alternance démocratique consacrée dans la constitution soit la règle d'or ». Pour sa part, le porte-parole du gouvernement affirme que les propos du secrétaire d'État américain n'ont pas été compris. Pour Lambert Mende, John Kerry ne s'est pas opposé à une probable candidature du président Kabila en 2016. « Je n'ai pas entendu monsieur John Kerry parler du président Kabila de ne pas se présenter en 2016, ça je n'ai pas entendu. J'ai entendu le ministre américain dire que le processus électoral doit se dérouler conformément aux prescrits de la constitution et au délai constitutionnel. Et là nous sommes tout à fait d'accord avec lui, mais il ne faut pas inventer des choses uniquement pour désobliger notre président », a-t-il expliqué. Lambert Mende a rappelé que le président Kabila n'a jamais dit qu'il était candidat pour l'élection présidentielle en 2016. « Pourquoi voulez-vous que le ministre américain lui demande de ne pas être candidat », s'est-il interrogé. Interrogé sur l'opposition de John Kerry à une révision de la constitution, le porte-parole du gouvernement a fait savoir que s'il s'agit « d'une révision inconstitutionnelle », le ministre américain a raison. « Si c'est une révision inconstitutionnelle, il a raison de s'y opposer. Mais si les congolais ont estimé que certaines révisions sont possibles, je ne vois pas comment le ministre américain pouvait dire qu'il s'oppose à la volonté du peuple congolais ? Au contraire, il est venu soutenir la volonté du peuple congolais. Donc là aussi, nous sommes d'accord avec lui », a indiqué Lambert Mende. Au cours de la conférence de presse clôturant sa visite à Kinshasa le dimanche 4 mai dernier, John Kerry a déclaré que le processus électoral en RDC devait être conduit conformément à la constitution du pays. « Nous avons des limitations des mandats dans notre pays, nous avons vécu ce processus pendant des siècles et nous encourageons d'autres pays à respecter leurs constitutions », a-t-il expliqué. Le débat sur la participation ou non de Joseph Kabila à l'élection présidentielle de 2016 agite la classe politique depuis plusieurs mois. L'actuel président congolais achèvera son second mandat en 2016. La constitution du pays limite le nombre de mandats présidentiels à deux. L'article 220 de la loi fondamentale indique que cette disposition ne peut faire l'objet d'aucune révision constitutionnelle. Mais dans la famille politique de Joseph Kabila, certains ténors estiment que la constitution devrait être modifiée pour lui permettre de briguer de nouveaux mandats. (Radio Okapi)

Les opposantes dénoncent les expulsions des Congolais de RDC de Brazzaville. La Tribune des femmes politiques de l'opposition (TFPO) dénonce les expulsions des Congolais de la RDC vivant à

Brazzaville, capitale de la République du Congo. Une quarantaine d'entre elles ont organisé un sit-in devant l'ambassade du Congo-Brazzaville lundi 5 mai. Elles demandent au gouvernement de rappeler son ambassadeur et de fermer les frontières. L'opération d'expulsion des ressortissants de la RDC en séjour irrégulier à Brazzaville dénommée «Mbata ya mokolo» (gifle de l'aîné en français) a débuté le 14 avril dernier. Elle s'accompagne de violences et cible parfois des personnes qui séjournent légalement à Brazzaville, indiquent des témoins.

Naufrage sur le lac Kivu : la Monusco a repêché 14 survivants. Les forces de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (Monusco) ont repêché quatorze survivants après le naufrage survenu lundi sur le lac Kivu dans la province du Nord-Kivu. Dans un communiqué publié mardi 6 mai, le chef de la mission onusienne, Martin Kobler, a indiqué que ce secours a été possible grâce à la participation de trois bateaux et deux hélicoptères des Nations unies.

Naufrage sur le lac Kivu : la Monusco a repêché 14 survivants. Les forces de la Mission des Nations unies pour la stabilisation en RDC (Monusco) ont repêché quatorze survivants après le naufrage survenu lundi sur le lac Kivu dans la province du Nord-Kivu. Dans un communiqué publié mardi 6 mai, le chef de la mission onusienne, Martin Kobler, a indiqué que ce secours a été possible grâce à la participation de trois bateaux et deux hélicoptères des Nations unies.

Procès de Minova : la Monusco «prend note» du verdict prononcé à Goma. La Monusco «prend note» de l'arrêt de la Cour militaire opérationnelle du Nord-Kivu, prononcé lundi 5 mai contre une quarantaine de militaires, poursuivis pour viols, meurtre, pillages et dissipation de munitions. Ces soldats de l'armée congolaise étaient poursuivis pour des exactions commises en novembre 2012 à Minova et ses alentours dans la province du Sud-Kivu, après la chute de la ville de Goma entre les mains des rebelles du M23.

RDC: 5 ans de prison requis en appel contre la Belge condamnée pour déplacement illicite d'enfant. Le ministère public a requis en appel 5 ans de servitude pénale contre la Belge Senechal Laurence, condamnée en première instance à 6 mois de prison et au paiement de 300 000 francs congolais (environ 325 dollars américains) pour déplacement illicite d'enfant. Le juge d'appel au Tribunal de grande instance de la Gombe a pris l'affaire en délibéré ce mardi 6 mai à Kinshasa. Pour leur part, les avocats de la ressortissante belge continuent de réclamer la libération de leur cliente qui, selon eux, a agi « en mère de famille » en essayant de faire voyager une enfant mineure qu'elle a adoptée. Pour ses avocats, Senechal Laurence devrait jouir de ses droits d'adoption « par rapport à l'enfant qu'elle a adopté ». En septembre 2013, le gouvernement congolais a suspendu, jusqu'à nouvel ordre, l'adoption internationale des enfants en RDC suite à des soupçons de trafics d'êtres humains en provenance de ce pays. (Radio Okapi)

Bandundu: des enseignants de 50 écoles désertent les classes pour percevoir leurs salaires. La paie par voie bancaire perturbe le déroulement des cours à Popokabaka, à 600 km au Sud de la ville de Bandundu. Les enseignants de plus de 50 écoles de ce territoire de la province du Bandundu ont suspendu les cours depuis trois semaines pour aller toucher leur salaire du mois d'avril dernier dans la cité de Kenge, située à plus de 100 Km de leurs établissements.

Mambasa: retour des habitants qui avaient fui après la mort de Morgan. Les habitants du territoire de Mambasa (Province Orientale) qui avaient fui leurs villages après la mort du chef milicien Paul Sadala alias « Morgan » en avril dernier commencent à rentrer. Ils avaient trouvé refuge dans le territoire voisin de Bafwasende, craignant des représailles des hommes de Morgan après la mort de leur leader qui s'était rendu à l'armée quelques jours auparavant.

Katanga: 1500 kg de chanvre incinérés à Kamina depuis janvier. Plus de 1500 kg de chanvre ont été incinérés depuis le début de l'année dans le territoire de Kamina au (Katanga). L'auditeur militaire de garnison du Haut Lomami, major Richard Mavula, a livré ce chiffre, lundi 5 mai, au cours de l'opération d'incinération de plus de 200 kg de chanvre, saisis à la gare de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) à Kamina.

Mercredi 7 mai.

Les expulsés de Brazzaville victimes d'«exactions», selon Kinshasa. Le gouvernement de la RDC déplore les conditions d'expulsions de ses ressortissants du Congo Brazzaville. Dans le compte-rendu du conseil de ministres tenu mardi 6 mai à Kinshasa, le porte-parole du gouvernement a indiqué que les expulsés de Brazzaville sont victimes d'exactions, d'extorsions, des tortures et des lynchages.

Kinshasa : le contrôle technique concerne tous les véhicules. Tous les véhicules, y compris ceux qui ne font pas affectés au transport en commun sont concernés par le contrôle technique dans la ville de Kinshasa, a précisé mardi 6 mai le ministre provincial de Transport, Godard Motemona. Ce contrôle technique débute ce mercredi après un moratoire de quatre-vingt-dix jours accordés aux propriétaires des automobiles.

Nord-Kivu: les services de sécurité accusés de 17 cas de tortures. L'ONG «Alerte congolaise pour l'environnement et les droits de l'homme» (ACEDH) dénonce des cas de tortures, extorsions, arrestations arbitraires, et détention illégale perpétrées par les agents des services de sécurité au Nord-Kivu. Dans une lettre datée du 27 avril adressée à l'auditeur militaire de garnison à Goma, l'ACEDH parle de 17 cas de tortures enregistrés depuis le mois de mars, à Nyamotovu, Mushaki, Karuba et Saké, dans le Masisi.

Traque des ADF: le chef de l'armée ougandaise félicite les Fardc. Le chef d'Etat-major général de l'Armée ougandaise (UPDF), le général Edward Katumba Wamala, se dit satisfait du travail effectué par l'armée congolaise dans la traque des rebelles ougandais des ADF. Il l'a déclaré mardi 6 mai à Beni-ville où il est venu rencontrer son homologue de la RDC, le général Didier Etumba. Le général ougandais Katumba a par ailleurs appelé tous les rebelles des ADF à déposer les armes et se rendre.

Carence de documents de transport à Isangi. Une confusion règne à la tête du service des Transports et Voies de communication (Transcom) à Isangi. Deux personnes détenant une affectation des autorités provinciales se disputent la direction de ce service. Cette situation a conduit à une carence de documents tels que les autorisations de transport ou les permis de conduire. Les transporteurs qui manquent ces documents sont sommés de payer entre 3 000 et 10 000 francs congolais (entre 3 et 11 dollars américains) à la police de circulation routière chaque fois qu'ils sont contrôlés. Ils demandent aux autorités d'intervenir pour mettre fin à cette situation.

Bunia : plus de 60 maisons détruites après une forte pluie à Kasenyi. Plus de soixante maisons ont été endommagées, des ponts effondrés et plusieurs biens de valeur emportés dans la nuit de mercredi 7 mai par les eaux de pluie qui s'est abattue dans la plaine de Kasenyi, à 55 kilomètres de Bunia (Province Orientale). Plusieurs familles dont les maisons sont englouties dans l'eau ont passé la nuit à la belle étoile et plusieurs véhicules sont bloqués de part et d'autre du pont endommagé.

RDC : Patrice Kitebi s'explique sur les comptes du gouvernement logés dans des banques commerciales. Le gouvernement congolais dispose des comptes dans les banques commerciales du pays pour financer des projets prioritaires d'investissement. Patrice Kitebi, ministre délégué aux Finances, l'a déclaré lundi et mercredi 7 mai au Sénat où il répondait à la question orale du Sénateur Polycarpe Mongulu. D'après lui, l'existence de ces comptes n'est pas illégale. Le sénateur Polycarpe Mongulu voulait savoir si le gouvernement possédait des comptes dans les banques commerciales et si l'exécutif national était informé des mouvements opérés chez Access Bank, une banque nigériane qui a une filiale en RDC. Un rapport des commissaires aux comptes sur le ministère des Finances de la RDC du 31 décembre 2012 fait état de 66 millions de dollars américains du budget de l'Etat qui ont été déposés sur les comptes de cette banque. Dans sa réplique, le ministre Patrice Kitebi a expliqué que l'Etat dispose de plusieurs comptes dans les banques commerciales et des sous-comptes à la Banque centrale du Congo (BCC). Selon lui, ces comptes alimentés par les ressources propres du gouvernement permettent de financer des projets urgents. « Cette pratique vise à assurer une gestion "prudentielle" et opérationnelle des investissements qui sont inscrits dans le plan d'action prioritaire du gouvernement et qui ont un caractère critique sur les secteurs sociaux et, de manière générale, sur le développement à long terme du pays», a expliqué le ministre. Le rapport des commissaires au compte révèle aussi l'existence d'un accord entre Access Bank et le Bureau central de coordination (Bceco), un programme du gouvernement congolais géré par le ministère des Finances. Les clauses entre les deux parties consistaient à loger les fonds dans cette banque nigériane pour une longue période afin qu'ils produisent des intérêts libérés en numéraires ou versés dans des comptes bancaires spéciaux ouverts à cette fin. Des copies de bordereaux de 2012 attestent un retrait de ces intérêts en liquide, à hauteur de 70 000 dollars américains. Pour l'instant, l'identité des personnes ayant touché ses intérêts au niveau du ministère des Finances n'est pas encore connue. Mais le ministre des Finances, Patrice Kitebi, a reconnu des mouvements non autorisés opérés sur le compte de l'Etat à Access Bank. Il a indiqué que cette dernière a reconnu cette irrégularité et s'est engagée à restituer la somme de 687 605 622 francs congolais (environ 747 397 dollars américains). Selon lui, Access Bank a révoqué ses cadres et agents qui avaient la charge des comptes de l'Etat et les a traduits en justice, après avoir constaté ces irrégularités. Mais pour éviter pareils incidents, le ministre dit effectuer des contrôles hebdomadaires sur les comptes de l'Etat. (Radio Okapi)

La police disperse une marche des étudiants contre les expulsions de Brazzaville. La police a dispersé mercredi 7 mai une marche des étudiants de l'Université de Kinshasa qui manifestaient contre l'expulsion des ressortissants de la RDC de Brazzaville. Alors qu'ils se dirigeaient vers le Rond-Point Ngaba, les manifestants qui ont commencé leur marche sur le campus universitaire ont été dispersés à coup de gaz lacrymogènes. Ils ont déploré cette réaction de la police.

Onze camions remorques attaqués sur la route Kinshasa-Matadi depuis janvier. Le commissaire provincial de la police du Bas-Congo a déclaré mardi 6 mai que onze attaques contre des camions remorques ont été enregistrées sur la route Kinshasa-Matadi depuis le mois de janvier. Il l'a annoncé à Mbanza-Ngungu au cours d'une rencontre avec le commissaire de district des Cataractes. Des sources locales indiquent que certaines attaques ont été menées par des hommes armés.

Nord-Kivu : les Fardc repoussent une attaque des APCLS à la colline Sinaï. Des militaires congolais ont repoussé mercredi 7 mai une attaque des miliciens de l'Armée des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) contre leurs positions au niveau de la colline Sinaï au Nord-Kivu. Le porte-parole militaire de la Monusco, colonel Félix Basse, qui a livré cette information au cours de la conférence de presse hebdomadaire de la Monusco a salué « la promptitude » des Fardc. L'armée a gardé le contrôle de ses positions et a tué 4 miliciens.

Jeudi 8 mai.

Kinshasa et Brazzaville promettent de meilleures conditions aux Congolais en attente d'expulsion. Le gouverneur de la ville de Kinshasa et le maire de Brazzaville ont annoncé mercredi 7 mai des mesures pour améliorer les conditions d'hébergement et de rapatriement des ressortissants de la RDC regroupés dans le centre de transit à Brazzaville avant leur expulsion à Kinshasa. André Kimbuta et Hugues Ngouelondele tenu à ce sujet une assemblée générale extraordinaire dans la capitale du Congo après leur rencontre de la semaine dernière à Kinshasa.

«Une forte concentration» des rebelles rwandais des FDLR signalée à Kanyabayonga. Le Centre de recherche sur l'environnement, la démocratie et le droit de l'homme (Credhho) signale une forte concentration des rebelles rwandais des FDLR dans les groupements Tama et Itala, à Kanyabayonga (Nord-Kivu). Credhho accuse ces combattants hutus rwandais de piller les produits champêtres des paysans dans plusieurs localités de ces groupements situés à plus de 200 km au nord-ouest de Goma. Le chef d'antenne de cette ONG, Aisé Kanendu, appelle le gouvernement à venir en aide à ces populations.

Sud-Kivu: les combats entre Fardc et Maï-Maï Yakutumba font plusieurs morts. Les combats qui se déroulent, depuis trois jours, entre les Forces armées de la RDC et les miliciens Maï-Maï Yakutumba, dans la forêt de Ngandja, en territoire de Fizi (Sud-Kivu) font plusieurs morts. Le commandant militaire second du 1004e régiment, colonel Anaphos Baburwa, parle d'un assaillant tué et trois blessés dont deux enfants du chef du village de Kanyasese.

Kinshasa: 2 200 sourds et malentendants soignés gratuitement par Starkey Hearing Foundation. Deux mille deux cents sourds et malentendants reçoivent des soins gratuits à l'hôpital Biamba Marie Mutombo à Kinshasa depuis mercredi 7 mai. Pendant deux jours, les médecins de la Starkey Hearing Foundation diagnostiqueront les problèmes des patients. Les infections seront soignées aux antibiotiques. Et des prothèses auditives fabriquées aux Etats-Unis seront distribuées pour les cas de surdité, a indiqué le Dr Mumpeya, le chef du staff médical de l'hôpital Biamba Marie Mutombo.

La RDC encouragée à signer un accord avec l'UE sur la gestion de la forêt. L'Union européenne a mis en place un mécanisme pour combattre la mauvaise gestion des forêts dans le monde. Il s'agit de l'«Accord volontaire de partenariat, appelé couramment (APV Flegt), que négocie la RDC depuis 2010. Cet accord est très important pour ce «grand pays producteur de bois», a déclaré vendredi 2 mai à Kinshasa, Alain Penelon, expert en gouvernance forestière à l'Institut européen de la forêt (EFI). Alain Penelon estime qu'il est vraiment important pour la RDC de pouvoir négocier l'accord APV Flegt. «Même si ça prend du temps, je crois que l'essentiel c'est d'y parvenir. C'est d'y travailler», a-t-il estimé. Les négociations entre la RDC et l'Union européenne sur cet accord traînent depuis 2010, d'après Alain Penelon, à cause notamment du long processus électoral dans lequel le pays s'est engagé. «Il y a aussi le fait que la RDC est un vaste pays. Il faut que les lois soient comprises pour pouvoir être ensuite expliquées à tout le monde et que ça se traduise en activités concrètes sur le terrain», a poursuivi l'expert en gouvernance forestière à l'Institut européen de la forêt. Alain Penelon explique par ailleurs les avantages de l'APV Flegt : «La conclusion de cet accord donne une autorisation Flegt, qui est un véritable laissez-passer. C'est un document qui garantit que toutes étapes de vérification et de contrôle de

la légalité sont assurées. Les pays qui ne veulent pas signer un APV prennent le risque que les pays vers lesquels ils exportent leurs produits –ici on peut parler de l'Europe, de grands marchés d'Amérique du Nord ou de l'Asie – prennent un jour de contrôle à leurs propres frontières.» Des experts en la matière affirment que le processus mis sur pied par l'UE est très important, dans la mesure où chaque année plusieurs milliers d'hectares des forêts disparaissent en RDC. (Radio Okapi)

RDC : la FIDH dénonce une justice "expéditive et bâclée" dans le cadre du procès de Minova. La Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a dénoncé mercredi l'acquittement de la quasi-totalité des soldats accusés d'avoir participé aux viols massifs commis fin 2012 à Minova, en RDC. L'ONG évoque un exemple de "justice expéditive et bâclée". Le verdict du procès de Minova, où la quasi-totalité des accusés de viol ont été acquittés, lundi 5 mai, n'a pas manqué de faire réagir les organisations de défense des droits de l'homme. Mercredi 7 mai, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) a dénoncé une "justice expéditive et bâclée qui découragera davantage les victimes de crimes de violences sexuelles de porter plainte". Dans un communiqué, l'organisation ajoute : "Il est temps de changer la donne en RDC pour que les victimes de violences sexuelles obtiennent enfin justice et réparation." Pour la FIDH, "la communauté internationale, qui a largement soutenu ce procès, doit aussi repenser son soutien à la justice congolaise pour qu'elle devienne crédible et efficace, pour qu'elle condamne effectivement les auteurs des crimes les plus graves et garantissent une réparation effective aux victimes". **Deux condamnés pour viols sur 2 accusés.** Dans un verdict sans appel, un tribunal militaire spécial congolais avait acquitté la quasi-totalité des soldats accusés des viols massifs commis du 20 au 30 novembre 2012 à Minova, dans l'est de la RDC, par des soldats de l'armée régulière fuyant alors une offensive rebelle. Selon l'ONU, 135 femmes ou enfants de sexe féminin ont été victimes de viols ou violences sexuelles, et "d'autres violations graves des droits de l'homme, dont des meurtres et des pillages massifs" ont été "perpétrées par des militaires". Sur 25 soldats accusés, seuls 2 ont été reconnus coupables, 22 ayant été condamnés pour violations des consignes, pillages ou dissipation de munitions, et un pour meurtre. Aucun des quatorze officiers subalternes et supérieurs poursuivis pour manquement à leur devoir n'a été condamné. (Jeune Afrique)

Procès de Minova: «Nous partageons à 100 % la déception des victimes», affirme Scott Campbell. «Nous partageons à 100 % la déception des victimes de viols massifs et autres crimes à Minova », a déclaré Scott Campbell, le directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme en RDC (BCNUDH) à Goma, mercredi 7 mai. Pour lui, il est difficile de comprendre que la justice a été rendue vu que deux personnes seulement ont été reconnues coupable de crime de viol, alors qu'il y a eu plusieurs dizaines de victimes.

Procès de Minova : 5 ONG dénoncent une justice « expéditive et bâclée ». Après le verdict du procès de Minova, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), la Ligue des électeurs, le Groupe Lotus, L'Asadho et le Sofepadi dénoncent une justice expéditive et bâclée. Dans une déclaration commune publiée mercredi 7 mai, ces cinq ONG de défense des droits de l'homme affirment que ce procès découragera davantage les victimes des violences sexuelles de porter plainte.

Kasaï-Oriental : une loi de consolidation budgétaire pour encourager le développement à la base. Des experts du Kasaï-Oriental et une délégation du ministère du Budget élaborent une loi de consolidation budgétaire. Selon Jean Marcel Mbuyi, chef de division des dépenses des provinces au ministère du Budget, il s'agit de faire la sommation des budgets des entités territoriales décentralisées (ETD) et de la province afin de les intégrer dans le budget de la République. Cette loi devrait permettre d'encourager le développement à la base en RDC.

Katanga: des bandits armés ravissent le véhicule d'une ONG à Manono. Des bandits armés ont ravi, mercredi 7 mai, le véhicule de l'ONG internationale Première urgence, sur le tronçon Kiyambi-Mpyana, au Sud-Est du territoire de Manono (Katanga). Les victimes, deux expatriés et leur chauffeur congolais, ont été attaquées vers 11 heures locales par ces hommes armés qui roulaient à moto entre ces deux localités du Katanga.

Kinshasa: les pluies dégradent les conditions de vie des refoulés de Brazzaville. Les dernières pluies qui se sont abattues sur la ville de Kinshasa ont dégradé les conditions de vie des ressortissants de la RDC, refoulés de Brazzaville, regroupés au stade Cardinal Malula et à la cour de la maison communale de Kinshasa. Dans l'enclos de la maison communale, des expulsés, assis sur leurs valises et jambes dans la boue, attendent leur identification, assurée par les services d'action humanitaire du ministère des Affaires sociales. Au stade Cardinal Malula, la majorité des personnes ont pris place sur les gradins. Le terrain est couvert par des flaques d'eau au milieu duquel trône un chapiteau en-dessous duquel certains expulsés ont placé leurs bagages.

Nord-Kivu: 15 écoles construites ou réhabilitées à Rutshuru et Nyiragongo. Le Fonds social de la RDC a inauguré mardi et mercredi 7 mai quinze écoles construites ou réhabilitées dans les territoires de Rutshuru et Nyiragongo au Nord-Kivu. Ces travaux sont financés par la Banque mondiale dans le cadre des projets d'urgence du programme de Stabilisation de l'Est de la RDC pour la paix (STEP). Selon le directeur des opérations de la Banque mondiale pour la RDC et le Congo-Brazzaville, Eustache Ouayoro, ce programme financé à hauteur de 79 100 000 dollars américains concerne le Nord-Kivu, le Sud-Kivu et la Province Orientale.

Des professeurs de l'Université de Lubumbashi réclament 9 mois d'arriérés des salaires. L'association syndicale du personnel académique et scientifique de l'Université de Lubumbashi plaide pour le paiement d'une dizaine de professeurs, qui n'ont pas touché leurs salaires depuis juillet 2013. Depuis cette date, il y a toujours un certain nombre de professeurs qui sont oubliés ou sous payés, a indiqué le secrétaire général de cette association, Kampetenga Lusengu. L'association réclame la régularisation dans un meilleur délai des cas de non paiement des salaires ou d'omission sur les listes de paie.

Shabunda: 180 femmes victimes de viols formées sur la gestion des micros crédits. L'ONG Action communautaire pour le développement durable (ACDD) a organisé mercredi 7 mai un atelier pour former 180 femmes à la gestion des micros crédits à Shabunda au Sud-Kivu. Le président du conseil d'administration de cette structure, Marcel Masangu, affirme que cette formation s'inscrit dans le cadre du projet de protection des victimes des violences sexuelles dans ce territoire. A travers ce projet, l'ONG veut relancer l'activité économique de ces femmes. Pour Marcel Masangu, toutes les femmes formées sur la gestion des micros crédits deviendront membres de la coopérative de crédit local que son organisation va créer. Chaque recevra ensuite une somme de 90 dollars américains pour entreprendre une activité génératrice de revenus. «Le remboursement est 10 % par mois. Ces femmes sont réparties en 6 associations de 30 membres chacune. Les bénéficiaires pourront assurer leur auto prise en charge», a indiqué le président de l'ACDD. Les femmes formées ont affirmé que cet atelier va les aider à augmenter leurs revenus. (Radio Okapi)

Vendredi 9 mai.

La RDC appelée à transformer la croissance pour le bénéfice de la population. « Nous constatons que le pays est sur la voie d'une croissance rapide. Cela donne de bonnes bases. Ce qu'il faut maintenant, c'est transformer cette croissance en profitant de toutes les potentialités dont bénéficie la RDC pour que la population en bénéficie enfin ». Jean-Michel Dumond, l'ambassadeur de l'Union européenne en RDC, a fait cette déclaration dans une interview accordée à Radio Okapi à l'occasion de la célébration de la journée de l'Europe ce vendredi 9 mai.

Nord-Kivu : les soldats de l'auditorat militaire de Kirumba accusés de multiples abus. Les ONG de Kirumba accusent les éléments de l'auditorat militaire de cette entité, dans le Nord- Kivu, de tracasseries, extorsions et détentions arbitraires. Dans un communiqué de presse publié jeudi 8 mai, la synergie des activistes des droits de l'homme et l'ONG Bons samaritains accuse ces militaires d'extorquer les biens de la population. Pour Aisé Kasendu, chef d'antenne locale du Credhho, une des ONG signataires du communiqué, l'inspecteur de l'auditorat, lui même, a extorqué deux jours plus tôt 260 dollars et une moto à un habitant.

RDC: la prévalence du VIH/sida baisse, mais l'accès aux soins reste difficile. Médecins sans frontière (MSF) s'inquiète du manque de progrès dans la lutte contre le VIH/Sida en RDC et dans de nombreux pays d'Afrique Centrale et de l'Ouest. La prévalence actuelle en RDC est estimée à 1,1 % de la population, a fait savoir MSF au cours d'une conférence internationale francophone sur le VIH et les hépatites tenue fin avril à Montpellier, en France. Mais peu de personnes vivant avec le VIH accèdent aux soins.

Nord-Kivu: de nouvelles mesures pour sécuriser la navigation sur le lac Kivu. Avant de naviguer sur le lac Kivu, tout transporteur doit désormais disposer d'un système de communication fiable, des gilets et des bouées de sauvetage . Le ministre provincial des Transports du Nord-Kivu, Guillaume Bulenda a pris ces mesures jeudi 8 mai et les a communiquées aux armateurs à Goma (Nord-Kivu). Cette région a été endeuillée par une succession d'accidents de navigation survenus les deux derniers mois sur le lac Kivu. Le dernier accident remonte au lundi 5 mai. Une dizaine de personnes sont portées disparues.

Lubumbashi: des mesures pour combattre les tracasseries routières. Le maire de la ville de Lubumbashi, Jean-Oscar Sangouza a suspendu, mercredi 7 mai, les activités des agents du bureau 2 de la police spéciale de roulage (PSR), de la Commission nationale de prévention routière (CNPR) ainsi que du Service urbain de transport, à Lubumbashi. Pour Jean-Oscar Sangouza, ces mesures visent à remettre de l'ordre dans le secteur du transport en commun, après les manifestations des conducteurs des taxi et taxi-bus de Lubumbashi lundi dernier. «J'ai demandé à la CNPR et aux agents de service des transports de se retirer. Nous devons organiser ce secteur et savoir comment le contrôle doit se faire. La fourrière aussi doit être organisée. Sinon, nous risquons d'arriver à une situation où chacun arrête un véhicule, il l'amène à la fourrière et il exige des amendes transactionnelles», a indiqué le maire de la ville de Lubumbashi. (Radio Okapi)

RDC: une plateforme de la société civile propose une «alternative» à la feuille de route de la Ceni. La plateforme de la société civile Agir pour des élections transparentes et apaisées (AETA) propose une « alternative » à la feuille de route électorale présentée par le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), l'abbé Malumalu. Au cours d'une conférence de presse organisée vendredi 9 mai à Kinshasa, elle a défendu l'idée d'organiser les élections provinciales, législatives et présidentielle en 2015 et 2016. Les élections municipales, urbaines et locales devraient être organisées après 2016.

Kinshasa: plaidoyer pour le désengorgement des sites d'accueil des expulsés de Brazzaville. Des ONG des droits de l'homme de la RDC demandent au gouvernement de désengorger rapidement les sites d'hébergement des Congolais expulsés du Congo-Brazzaville. Les conditions de vie de ces expulsés regroupés au stade Cardinal Malula et dans la cour de la maison communale de Kinshasa sont difficiles. Les dernières pluies qui se sont abattues sur la ville de Kinshasa ont dégradé les conditions de vie des ressortissants de la RDC, refoulés de Brazzaville, regroupés au stade Cardinal Malula et à la maison communale de Kinshasa. Cette situation inquiète le personnel médical dépêché sur place qui redoute la propagation des maladies comme le choléra, la fièvre typhoïde et la malaria.

Nord-Kivu: 230 familles fuient la présence des groupes armés à Lubero et Walikale. Plus de 230 familles ont abandonné leurs localités, en avril dernier, suite à l'insécurité causée par l'activisme des groupes armés à Lubero et Walikale (Nord-Kivu). Le Bureau de coordination des affaires humanitaires (Ocha) a livré ce chiffre dans son rapport hebdomadaire, publié jeudi 8 mai à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu. Selon ce document, des déplacés en provenance de la localité de Buleusa disent fuir leur milieu d'origine, après la création d'un nouveau groupe armé dénommé «Protection du peuple hutu» (PPH).

Bandundu: la peste des petits ruminants tue plus de 50 chèvres à Mangay. Plus de 50 chèvres sont mortes en une semaine de la peste de petits ruminants dans la cité de Mangay, située à 120 km au Nord d'Idiofa (Bandundu). Les bêtes atteintes par cette maladie présentent des symptômes comme la diarrhée, la coulée nasale, la fièvre et l'amaigrissement. Elles meurent au bout de deux ou trois jours.

Katanga: les militaires accusés de rançonner la population à Mukulubwe. Les habitants de Mukulubwe dénoncent le rançonnement dont ils sont victimes à la barrière érigée par les Forces armées de la RDC à l'entrée de cette cité, située à près de 20 km de Lubumbashi, au Katanga. Ils se plaignent de devoir payer la somme de 500 francs congolais (0,6 dollar américain) avant d'effectuer tout passage sur cette barrière.

Samedi 10 mai.

RDC: un soldat et plusieurs miliciens tués dans des affrontements en Ituri. Des militaires congolais et des combattants Mai-Mai Simba de l'ancien chef milicien Morgan se sont affrontés le vendredi 9 mai à la carrière minière de Muchacha en pleine forêt de Mambasa à plus de 200 km de Bunia (Province Orientale). Des sources locales rapportent qu'un militaire a été tué et trois autres grièvement blessés. Dans les rangs des miliciens, on compterait plusieurs morts.

Kisangani: une lettre de Richard Muyej réhabilitant un membre exclu divise le RCD/K-ML. Le Rassemblement congolais pour la démocratie/Mouvement de libération (RCD/K-ML) de la ville de Kisangani (Province Orientale) demande au ministre de l'Intérieur d'annuler sa lettre qui, selon lui, octroie la direction du parti à un sénateur déjà exclu du RCD/K-ML. Au cours d'une conférence de presse tenue vendredi 9 mai à son siège de Kinshasa, ce parti a réaffirmé sa fidélité à son président Mbusa Nyamwisi et son appartenance à l'opposition politique. De son côté, le ministre Richard Muyej dit n'avoir pas confié le leadership du parti à une autre personne.

Expulsés de Brazzaville: les ressortissants de l'Equateur attendent l'aide de leur gouvernement. Les expulsés de Brazzaville continuent d'affluer dans la ville de Kinshasa et vivent entassés dans des conditions sanitaires alarmantes à la maison communale de Kinshasa et au stade Cardinal Malula où ils sont hébergés. Ces personnes font face aux intempéries. Beaucoup d'entre elles ont pu regagner leurs provinces d'origines. Mais les ressortissants de l'Equateur attendent toujours une aide de leur gouvernement provincial.

RDC : les expulsés de Brazzaville seront transférés dans un centre « approprié » à Maluku. Le gouvernement de la RDC a décidé de construire un centre d'hébergement « approprié » dans la commune de Maluku pour accueillir les expulsés du Congo-Brazzaville, a annoncé samedi 10 mai le ministre des Médias, Lambert Mende. Selon lui, les sites de la maison communale de Kinshasa et du stade Cardinal Malula de la même commune qui accueillent ces refoulés ont « un problème d'espace ».

Jakaya Kikwete: «La paix est revenue en RDC, il faut la préserver». Les présidents tanzanien, Jakaya Kikwete, et congolais, Joseph Kabila, se sont rencontrés samedi 10 mai matin à Kinshasa. A l'issue de leur entretien, Jakaya Kikwete a salué le retour de la paix notamment dans en RDC, où son pays a envoyé des troupes dans les rangs de la Force d'intervention de la Monusco.

Lubumbashi: l'ordre des médecins dénonce la prolifération des cabinets des charlatans. Le conseil provincial de l'ordre des médecins du Katanga ont dénoncé, vendredi 9 mai, la prolifération dans cette province des cabinets des charlatans qui se font passer pour des médecins attirés. Son coordonnateur, Dr Pablo Ngwej, a indiqué que cette situation était plus remarquable à travers des publicités mensongères diffusées chaque jour sur les médias locaux.

Nord-Kivu : le général Cruz réitère le soutien de la Monusco aux Fardc. Le commandant des forces de la Monusco, le général Dos Santos Cruz, a réitéré le soutien de sa mission aux Forces armées de la RDC. Il l'a déclaré samedi 10 mai à l'issue d'une rencontre de trois jours à Goma (Nord-Kivu) avec les responsables de la Brigade [d'intervention] et ceux des secteurs des forces de la Monusco à l'Est de la RDC. Il a aussi affirmé l'engagement de la Monusco à continuer à protéger les populations civiles contre des exactions des groupes armés encore actifs dans la province du Nord-Kivu.

Jean-Lucien Bussa : « L'Abbé Malu Malu est à la base de la crise des institutions en RDC ». Le président du Courant des démocrates rénovateurs (CDER), Jean-Lucien Bussa estime que le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), l'Abbé Apollinaire Malu Malu est à l'origine de la crise des institutions de la RDC. Dans un entretien accordé samedi 10 mai à Radio Okapi, cet opposant se dit étonné que la Ceni continue de travailler alors que « tout le monde décrie le processus [électoral] en cours ».

Dimanche 11 mai.

RDC: Udjani, le chef rebelle des Enyele décédé à Brazzaville. Le chef rebelle des Enyele, Udjani Mangbama, a été abattu, samedi 10 mai à Brazzaville. Le porte-parole du gouvernement de la RDC, Lambert Mende a confirmé cette information et il a expliqué le chef rebelle est décédé après un échange des tirs avec les éléments de la police du Congo Brazzaville lors d'un contrôle de routine, à Oando. Dans cet échange des tirs, Udjani a d'abord abattu quatre policiers brazzavillois. Il a ensuite reçu des balles, et il a succombé de ses blessures dans la capitale congolaise.

RDC: le gouvernement appelé à prendre en charge le système des soins de santé primaire. Le gouvernement de la RDC est appelé à prendre en charge le système des soins de santé primaire. Des médecins congolais et expatriés ont lancé cet appel, samedi 10 mai à Kinshasa, au cours d'une réunion organisée en mémoire de l'initiateur du système de santé publique en RDC, Pierre Mercenier, décédé en avril dernier à Bruxelles (Belgique). Ces médecins ont regretté que les principes du système de soins de santé primaire ne soient plus respectés en RDC. «Le pays doit prendre en charge le système des soins de santé primaire qui est extraverti car le gros de financement vient de l'extérieur. Il faut que le personnel soit également formé alors qu'actuellement on a ouvert beaucoup d'universités et d'instituts techniques médicaux qui dispensent des formations qui ne correspondent pas aux attentes du système de zone de santé», a indiqué l'assistant technique au secrétariat général de la Santé, docteur Audace Makamba. Il a déploré que le médecin ou l'infirmier envoyé dans une zone de santé soit lui-même obligé de supporter son transport et là en mission, il n'ait pas de maison, ni de salaire pendant plus d'une année. (Radio Okapi)

Près de 3000 Congolais rapatriés de la RCA et du Soudan du Sud recensés dans le territoire d'Ango. Près de 3000 Congolais retournés de la RCA et du Soudan du Sud sont répertoriés dans le territoire d'Ango, à plus de 500 km de Kisangani (Province Orientale). Le Haut commissariat de l'Onu pour les réfugiés (HCR) a indiqué que ces Congolais sont rentrés au pays suite à l'insécurité dans leurs pays d'accueil. Selon un responsable local de la Commission nationale pour les réfugiés (CNR), ces retournés sont recensés en vue d'une éventuelle assistance par les humanitaires.

Province Orientale: des bandits armés abattent un policier à Ango. Des bandits armés ont abattu, samedi 10 mai, un lieutenant de la police nationale congolaise, dans le territoire d'Ango, à 500 km de Kisangani (Province Orientale). Ces assaillants ont kidnappé, le même jour, neuf personnes dans ce territoire de la Province Orientale. Alertés, les militaires se sont lancés, en vain, à la poursuite de ces bandits qui, selon des témoins, étaient habillés en soutanes communément appelée «zarapiya».

Kasaï-Oriental: la population appelée à participer à l'élaboration et au contrôle du budget provincial. Le Collectif pour le développement social, économique et culturel intégré (Codeci) a initié, depuis quelques jours à Mbuji-Mayi, un «Guide» pour amener la population du Kasaï-Oriental à participer à l'élaboration et au contrôle du budget de leur province. Cette structure a soumis, depuis deux jours, ce document de 300 pages à la relecture des députés et ministres provinciaux du Kasaï-Oriental ainsi qu'aux experts de la décentralisation avant sa publication.

L'ancien rebelle congolais, Jules Mutebusi est décédé au Rwanda. L'ancien chef de guerre, le colonel Jules Mutebusi, est décédé vendredi soir à Kigali au Rwanda. Il est mort de suite d'une maladie dans un hôpital à l'âge de 54 ans. Le porte-parole du gouvernement, Lambert Mende, a confirmé dimanche 11 mai le décès de cet ancien rebelle. Jules Mutebusi et les troupes du général Laurent Nkunda, avaient participé à la prise de Bukavu au Sud-Kivu du 2 au 9 juin 2004. Les hommes de ces deux chefs de guerre avaient commis plusieurs exactions dans cette ville de l'Est de la RDC. Chassé par l'armée, le colonel Mutebusi avait fui au Rwanda en fin juin 2004 avec plus de trois cents hommes.

Nord-Kivu : 4 personnes tuées en une semaine à Walikale. Quatre personnes ont été tuées en l'espace d'une semaine dans les groupements Iyana et Waloa Oroba en territoire de Walikale (Nord-Kivu), ont indiqué dimanche 11 mai des sources policières de la région. Parmi les victimes, on compte un civil, un policier, et deux miliciens. Ces actes de tuerie sont attribués aux miliciens Maï-maï Raïa Mutomboki et les combattants de Nduma Defense of Congo(NDC) de Tcheka.

Kinshasa : les chefs religieux mettent en place une commission d'intégrité électorale. Les chefs religieux de Kinshasa ont mis en place, dimanche 11 mai, une « Commission d'intégrité et de médiation électorale » (CIME). Cette structure créée à l'issue de la clôture de l'atelier de formation de quatre jours organisé par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) à leur intention a pour mission d'accompagner l'intégrité du processus électoral par la prévention, la gestion et la médiation des conflits liés aux élections tout au long du cycle électoral.

Kindu: sensibilisation pour une meilleure prise en charge scolaire des filles. Le cercle des femmes leaders du Maniema ont organisé le week-end une campagne de sensibilisation pour une meilleure prise en charge scolaire des filles. Sous le thème : « Femme, face aux écoles buissonnières », l'objectif de cette action est d'éviter les conséquences des écoles buissonnières pour les jeunes filles, dont la débauche. Cette activité s'inscrit dans le cadre du programme de bonne gouvernance mise en œuvre par l'agence américaine USAID.

Lundi 12 mai.

RDC : des amnistiés pas encore libres, selon leur avocat. Une cinquantaine de militaires et policiers bénéficiaires de l'amnistie pour faits de guerre et insurrectionnels sortis récemment de prison de Ndolo et Makala à Kinshasa n'ont pas regagné leurs familles. Hébergés dans un centre de transit à la cité Mama Mobutu, ils affirment ne pas disposer de leur liberté de mouvement. Me Peter Ngomo, leur avocat se demande à quoi a servi leur amnistie. Il a appelé samedi 10 mai les autorités congolaises à clarifier la situation de ses clients.

Katanga: des enfants détenus dans les mêmes locaux que les adultes. Environ 11 enfants poursuivis pour viols sur mineurs sont incarcérés, depuis plusieurs mois, dans la même prison que les adultes, à Kalemie, ville située à 1 300 km de Lubumbashi (Katanga). Des ONG ont dénoncé cette situation, le week-end dernier, au cours de la réunion du groupe de travail de la protection de l'enfant à Kalemie.

Province Orientale : environ 20 000 personnes affluent vers Komanda. Environ vingt mille personnes ont abandonné, depuis le début de ce mois, leurs villages dans les collectivités de Walendu Bindi et de Walese Vonkutu en territoire d'Irumu (Province Orientale). Certaines cherchent refuge à Komanda, à 75 km au sud de Bunia et d'autres sont en route pour gagner des zones sécurisées. Des sources locales ont indiqué, lundi 12 mai que ces villageois fuient de probables affrontements entre Fardc et les miliciens de la FRPI.

Katanga: 5 morts en 10 jours à la suite du choléra présumé à Mufunga. Cinq décès et une trentaine de cas suspects de cholera ont été enregistrés en dix jours dans la zone de santé de Mufunga Sampwe, dans le territoire de Mitwaba, à près de 400 km de Lubumbashi (Katanga). Des sources médicales annoncent que ces cas proviennent essentiellement du village de Mukana à 33 Km de Mufunga. Ce lundi 12 mai, des analyses devraient être effectuées pour connaître définitivement la nature de cette maladie.

Les infirmiers peuvent contribuer à la réduction de la mortalité maternelle et infantile, selon l'Anic. Les infirmiers peuvent réduire la mortalité maternelle et infantile de 30 à 40 % rien que par la sensibilisation. Le président de l'Association nationale des infirmiers du Congo (Anic), Louis Komba l'a déclaré à l'occasion de la journée internationale de l'infirmière, célébrée le 12 mai sous le thème : « les infirmières, une force pour le changement, une source vitale pour la mise en œuvre du cadre d'accélération de la réduction de la mortalité de la mère et de l'enfant ».

Matadi: plus de 400 familles sommées de quitter le site Ango Ango. L'entreprise Sep-Congo demande, depuis quelques jours, à plus de 400 familles de quitter le site Ango Ango, qui selon elle, lui appartient. Se basant sur une décision rendue en sa faveur par le tribunal de grande instance de Matadi (Bas-Congo), Sep-Congo, spécialisée dans l'entreposage des produits pétroliers, menace en cas de résistance de détruire toutes les maisons construites sur ce site querellé. Elle a déjà déposé des matériaux de construction sur ce site.

Equateur: l'opération de fiabilisation du fichier électoral annoncée pour le mois de juin. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) annonce, pour le mois de juin prochain, le début de l'opération de fiabilisation du fichier électoral dans la province de l'Equateur. Cette opération consistera à l'insertion des électeurs qui étaient omis sur les listes électorales en 2011. Le secrétaire exécutif provincial de la Ceni au Sud-Ubangi, Benjamin Ndongu, l'a affirmé samedi 10 mai au cours d'une rencontre avec les responsables des partis politiques, des parlements des jeunes et des enfants, à Gemena.

Province Orientale : les rebelles ougandais de la LRA occupent le village Kulugbongu. Les rebelles ougandais de la LRA occupent depuis vendredi dernier le village Kulugbongu en Province Orientale. Des sources de cette contrée située à 80 kilomètres de Dungu ont affirmé lundi 12 mai que ces hommes armés et en tenue militaire ont fait irruption dans le village et ont tabassé des paysans avant de s'y installer. Selon des témoins qui ont fui Kulugbongu, ces hommes sont arrivés tôt le matin dans le village par vagues de quatre d'abord, cinq ensuite puis une dizaine enfin.

Grève à l'OCC Mbuji-Mayi : les employés réclament 3 mois de salaire et des primes. Les agents de l'Office congolais de contrôle (OCC) à Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) ont débuté lundi 12 mai une grève pour réclamer le paiement de trois mois d'arriérés de salaire. Ils réclament aussi des prêts scolaires de 2012 à 2013 et leur gratification pour la même période. Ces réclamations sont évaluées à plus de 260 millions de francs congolais (plus de 280 000 dollars américains). De son côté, la direction provinciale de l'OCC assure que sa hiérarchie s'implique pour trouver une solution à ces revendications.

Sud-Kivu : 15 cas de viol enregistrés à Kavumu. Quinze cas de viols sont enregistrés dans un laps de temps, à Kavumu, dans le groupement de Bugohre, territoire de Kabare (Sud-Kivu). Le médecin directeur du centre hospitalier de Katana, qui a donné samedi 10 mai ce bilan, a indiqué que l'âge des victimes varie entre 4 et 14 ans. A la suite de ces cas des viols enregistrés dans ce milieu, l'Association V MAN, a appelé toute la population de cette entité pour sensibiliser la population sur cet état des choses.

Kisangani: des journalistes formés sur la lutte contre le changement climatique. Des journalistes de Bunia, Béni, Mambasa et Kisangani ont été formés, du 6 au 10 mai à Kisangani, sur les techniques et stratégies de communication relative à la lutte contre le changement climatique. Cet atelier a été organisé par l'ONG Conseil pour la défense des droits des communautés et la protection de l'environnement (CDPE) en vue d'intensifier la sensibilisation dans cette lutte. Le coordonateur du CDPE, Célestin Raoul Bamongoyo, coordonateur du CDPE, explique la nécessité d'impliquer les journalistes locaux dans ce processus de lutte contre le changement climatique: «Il faudrait que nous puissions mettre en place un réseau des journalistes spécialisés dans la diffusion des informations en rapport avec le changement

climatique et les différentes pistes de solution [...] qui sont proposées ; pour que nos journalistes puissent s'impliquer pour transmettre des informations fiables auprès de différentes parties prenantes [...] pour que la population congolaise puisse s'approprier ce projet REDD Mambasa.» Toujours selon lui, le choix porté sur les journalistes de Bunia, Beni, Mambasa et Kisangani fait suite à l'exploitation forestière abusive constatée dans la forêt du district de la Tshopo et dans celle du territoire de Mambasa. Célestin Raoul Bamongoyo explique d'ailleurs pourquoi ce projet est articulé en quatre pools: «Nous avons le pool de Kisangani, parce que [...] tous les permis de coupe, ce sont les autorités de la Province Orientale basées à Kisangani qui les délivrent. Deuxième pool, c'est Mambasa. C'est le lieu d'attraction, où l'exploitation est en train de se faire. Troisième pool, c'est Bunia. La population et les opérateurs économiques de Bunia affluent vers Mambasa à la recherche de bois de chauffe, de bois d'œuvre et de bois de construction.» L'autre pool se situe à Beni dans le Nord-Kivu, «puisque les opérateurs économiques de Beni immigrent vers Mambasa à la recherche des terres arables, de bois de chauffe, de bois de construction, etc. » Dans ce processus de lutte contre le changement climatique, la communication joue un rôle important, a pour sa part souligné Henry Bisele, facilitateur au sein de l'atelier. «La communication permet aux différents acteurs de comprendre la gravité des problèmes et leur analyse. Elle aide les acteurs à partager les expériences sur les solutions possibles», a-t-il soutenu. (Radio Okapi)

Mardi 13 mai.

Nord-Kivu : 200 élèves risquent de rater l'Examen d'Etat à cause des affrontements armés. Alors qu'ils doivent passer leur épreuve de dissertation et les examens pratiques de l'Examen d'Etat à Kashebere jeudi 15 mai, au moins deux-cents élèves finalistes du secondaire du territoire de Walikale (Nord-Kivu) ne peuvent pas atteindre leur centre d'examen. Des affrontements ont été signalés dans cette zone (environ 120 km au nord de Goma) depuis dimanche 11 mai entre les Forces armées de la RDC et l'Armée des patriotes pour un Congo libre et souverain.

Province Orientale : près de 1000 élèves d'Isangi désertent les cours depuis une semaine. Plus d'un millier d'élèves finalistes du secondaire ne suivent plus les enseignements depuis une semaine dans le territoire d'Isangi. Le chargé de communication de la société civile a indiqué lundi 12 mai que ces élèves se trouvent actuellement dans les grandes cités de ce territoire de la Province Orientale pour faire saisir et imprimer leurs rapports de stage.

Nord-Kivu: plus de 400 ex-miliciens attendent leur transfert vers un centre de formation militaire. Regroupés à Mubambiro (25 km à l'Ouest de Goma), plus de 400 ex-miliciens attendent, depuis près de deux mois, leur transfert vers un centre de formation militaire approprié. Venu de plusieurs groupes armés du Nord et Sud Kivu pour passer quelques jours, ces hommes se plaignent de l'absence d'un programme en faveur de leur transfert. Certains démobilisés ont déjà fui ce centre d'hébergement pour regagner la brousse.

Katanga : le mauvais état des routes complique l'évacuation du riz à Butumba. La dégradation des routes de desserte agricole complique l'évacuation du riz produit dans la localité de Butumba au Katanga. Les paysans de cette localité ont pourtant augmenté leur production depuis deux ans. Ils produisent actuellement 20 000 à 30 000 tonnes par an contre 15 000 il y a deux ans.

Sonas : l'Intersyndicale désapprouve la procédure de réclamation des salaires. Le président de l'Intersyndicale de la Société nationale d'assurances (Sonas), Anatole Muanza, reconnaît qu'il y a effectivement un problème d'arriérés de salaires des employés de cette entreprise mais il désapprouve la manière dont les agents de cette entreprise les réclament. «La demande sur le paiement des arriérés de salaires est fondée mais la manière employée n'est pas bonne. Seul le syndicat installé qui peut déclencher la cessation collective du travail et non un groupe de travailleurs qui l'ont fait aux conséquences multiples», a-t-il déclaré lundi 12 mai à Radio Okapi. D'après lui, l'argent de la Sonas n'est pas uniquement destiné à payer les salaires mais également à indemniser les victimes de sinistres.

Nord-Kivu : les activités ont repris dans 24 localités de Watalinga. Les activités ont repris depuis plus d'un mois dans vingt-quatre des vingt-cinq localités de la chefferie des Watalinga dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). Le responsable de cette entité, Saambili Bamukoka qui a annoncé cette information mardi 13 mai à Radio Okapi, a indiqué que seule la localité de Buvata n'a pas repris son cours normal.

Equateur: fin du rapatriement des réfugiés congolais du camp de Batalimo en Centrafrique. Le HCR a clôturé samedi 10 mai l'opération de rapatriement d'urgence des réfugiés congolais en

provenance du camp de Batalimo en République Centrafricaine. Le dernier convoi de ces réfugiés a été accueilli au port Batanga par les autorités locales de l'Equateur en présence des autorités centrafricaines.

Ituri : une femme d'affaires condamnée à 18 mois de prison pour dénonciation calomnieuse. Le tribunal de paix d'Aru a condamné lundi 12 mai une femme d'affaires à 18 mois de servitude pénale. Elle a été reconnue coupable de corruption active, d'imputation dommageable et de dénonciation calomnieuse à l'endroit du capitaine Monga, un officier de l'armée congolaise. La dame accusait le militaire d'extorsion et de harcèlement sexuel. L'officier de l'armée avait été arrêté. Son dossier est encore en instruction à l'auditorat militaire garnison de l'Ituri à Bunia.

Lubumbashi: la moitié de la ville privée d'électricité. Près de la moitié de la ville de Lubumbashi (Katanga) est privée d'électricité depuis lundi 12 mai. Selon le directeur provincial de la Société nationale d'électricité (Snel) au Katanga, Fridolin Nkumbu Ilunga, cette situation est due à l'incendie survenu au niveau du répartiteur sud qui alimente la moitié des quartiers de la ville. D'après lui, l'incident a eu lieu au moment où ses agents s'apprétaient à remettre en service le booster n° 1 qui venait d'être réparé après plus de deux mois de panne.

Bandundu: la majorité des infirmiers d'Idiofa impayés depuis plusieurs années. Environ 85% des infirmiers de l'Etat oeuvrant dans le territoire d'Idiofa n'ont pas reçu de salaires depuis huit ans. Le coordonateur territorial de l'Association nationale des infirmiers du Congo (Anic), Thierry Mukomo a indiqué lundi 12 mai que sur 3 140 infirmiers engagés dans les cinq zones de santé de ce territoire, seuls 492 sont payés mais de façon irrégulière.

Kinshasa : des femmes manifestent contre le rapt de 276 filles nigérianes par Boko Haram. Les femmes du Réseau action femmes actives et leaders de la société civile congolaise et de la diaspora (Rafed) ont manifesté mardi 13 mai contre l'enlèvement, un mois plus tôt, de 276 lycéennes au Nigéria par la secte musulmane Boko Haram. Le chef de ces insurgés a menacé de les vendre comme esclaves sexuelles si le gouvernement nigérian n'accédait pas à leurs conditions. Les femmes congolaises et étrangères de Kinshasa ont ainsi tenu à participer à la campagne internationale baptisée Bring back our girls pour le retour de ces enfants dans leurs familles.

Nord-Kivu : l'armée détient 45 personnes à Nyamilima pour complicité avec les FDLR. Les Forces armées de la RDC retiennent depuis jeudi dernier quarante-cinq civils dans leurs bases à Nyamilima, cité située à 24 kilomètres à l'Est du territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). Selon la société civile locale, toutes ces personnes sont accusées de complicité avec les combattants hutus rwandais des FDLR. Mais, pour l'administrateur du territoire de Rutshuru, Justin Mukanya, ces personnes ont été interpellées pour raison d'enquête. Il affirme que la localité de Buganza est un carrefour pour les FDLR, précisant que six soldats y ont déjà été tués depuis 2012 par les rebelles rwandais.

Province Orientale : l'Unicef gèle les fonds d'aide aux soins de santé pour 2014 en Ituri. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a décidé de geler les fonds d'aide aux soins de santé destinés au district de l'Ituri, en Province Orientale, estimés à plus de 500 mille dollars américains. Le chef de bureau de cette agence à Bunia, Arsène Azando, explique que cette décision est une réponse à la mauvaise gestion des fonds décaissés en 2013 par les autorités sanitaires de ce district. Une commission de suivi a été instituée pour faire la lumière sur cette question.

Mercredi 14 mai.

Nord-Kivu : le chef de Luberiki appelle la Monusco à protéger les candidats à l'Examen d'Etat. Le chef du groupement Luberiki, situé à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Goma, demande la protection des casques bleus de la Mission de l'Onu en RDC (Monusco) en faveur des candidats aux épreuves pratiques et de dissertation de l'Examen d'Etat qui débutent jeudi 15 mai à Kitshanga. Selon le Mwami Bamongo Alexandre, cette partie de la province échappe à l'autorité de l'Etat. Il appelle en outre l'armée congolaise interrompre ses patrouilles dans ce secteur pour éviter les accrochages avec les éléments Nduma Defense Of Congo (NDC). Il craint que d'éventuels affrontements ne fassent fuir ces élèves et leurs familles.

Conditions de vie difficiles pour les élèves partis passer l'examen d'Etat à Faradje-centre. La société civile de Faradje déplore les conditions de vie des élèves partis depuis lundi 12 mai des localités de l'intérieur de ce territoire pour participer à la dissertation et aux épreuves pratiques de l'examen d'Etat à Faradje-centre. Tous les centres de passation d'examen sont installés dans cette cité, chef-lieu du

territoire. Les trois cents candidats concernés par cet examen sont tous regroupés dans l'enceinte de l'Institut de Faradje.

Maniema: 223 passagers bloqués dans un train de la SNCC en détresse à Kibombo. Deux cent vingt-trois passagers sont bloqués à bord du train passagers de la Société nationale de chemin de fer du Congo (SNCC) dénommé Kambelebele. En provenance de Kindu, ce train qui se rendait à Lubumbashi est en détresse depuis le jeudi 8 mai. Des responsables de la SNCC indiquent que la locomotive a connu une panne de moteur entre Lweki et Lumboyo en territoire de Kibombo.

Education pour tous : Matata Ponyo a présenté le programme de réhabilitation des écoles à Mascot. Le gouvernement de la RDC a mis en œuvre le programme de construction et réhabilitation de mille écoles à travers tout le territoire national. Ce projet a été présenté mercredi 14 mai par le Premier ministre lors de la réunion mondiale annuelle sur l'Education pour tous (EPT) qui s'est tenue à Mascot au Sultanat d'Oman. Selon Matata Ponyo, ce projet est financé sur fonds propres du gouvernement.

La VSV réclame une enquête sur la mort d'Udjani, chef des insurgés Enyele. L'ONG la Voix des sans voix (VSV) réclame une enquête après la mort d'Udjani Mangbama, chef des insurgés Enyele, mort le samedi 10 mai à Owando au Congo Brazzaville. Selon Lambert Mende, le porte-parole du gouvernement de la RDC, l'ancien chef rebelle a été tué lors d'un échange de tirs avec des policiers congolais qui effectuaient un contrôle de routine.

Le PNUD lance un programme de lutte contre les violences sexuelles en RDC. Le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) a lancé, mercredi 14 mai, un programme conjoint de lutte contre l'impunité des violences sexuelles dans l'Est de la RDC. Au cours de la conférence de presse hebdomadaire de l'ONU, le PNUD a indiqué que ce projet dont le coût s'élève à 18 millions de dollars américains va s'étendre sur une période de 5 ans. Il vise aussi à appuyer l'autonomisation des femmes à l'Est du Congo.

Déraillements au Katanga: le gouvernement conclut à des erreurs humaines. Les déraillements de deux trains de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC) à Katongola et Kabongo (Katanga), respectivement les 22 avril et 4 mai dernier, sont dus à des erreurs humaines. Le ministre des Transports, Justin Kalumba, l'a affirmé mercredi 14 mai au cours d'un point de presse à Kinshasa, à l'issue des enquêtes sur ces drames. Selon lui, les conducteurs étaient en excès de vitesse et les wagons étaient surchargés. Ces accidents ont fait au total 141 morts et 194 blessés, selon le ministre Kalumba.

Dissertation : l'inspecteur général de l'EPSP invite les candidats à être optimistes. L'épreuve de dissertation, première étape de l'Examen d'Etat en RDC, aura lieu jeudi 15 mai en RDC et dans les écoles dites «hors frontières», situées au Rwanda, en Angola, au Burundi, en Ouganda et en Tanzanie. Près de 600 000 finalistes du secondaire sont attendus à cette épreuve. L'inspecteur général de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel, Michel Djamba, invite les candidats à être optimistes face à cette épreuve.

Jeudi 15 mai.

Un présumé auteur de viol sur mineure remis en liberté au Katanga. Le président de l'Assemblée provinciale du Katanga, Kyungu wa Kumwanza, s'insurge contre la libération, par le parquet de grande instance de Kipushi, d'un quinquagénaire accusé de viol sur une mineure de 13 ans. La famille de la victime a rapporté cette situation aux députés provinciaux au cours de la plénière de mercredi 14 mai dernier à Lubumbashi.

La police promet de bien sécuriser le match As V.Club-Zamalek. « La police a mis toutes les batteries en marche pour sécuriser la rencontre de ce dimanche » qui opposera l'As V.Club à Zamalek du Caire au stade Tata Raphaël de Kinshasa, a promis mercredi le chef de la police de la RDC, le général Charles Bisengimana. Seuls 5 000 billets seront vendus pour ce match de quart de finale de la Champion's League sur plus de 40 000 places que compte ce stade. Une décision prise par les autorités congolaises pour prévenir les violences après les incidents du match As V.Club-TP Mazembe de dimanche dernier qui avaient causé la mort de 15 personnes.

Goma: des voyageurs se plaignent des rançonnements à la frontière rwandaise. Des voyageurs accusent les agents de l'Etat œuvrant à la frontière entre le Rwanda et la RDC à Gombe de leur exiger illégalement de l'argent à chaque fois qu'ils la traversent avec un colis. Cet argent est exigé autant aux voyageurs congolais que rwandais. « Avant de traverser la frontière, obligatoirement tu dois payer 200

ou 300 francs. Même si tu as de l'eau à boire, tu dois nécessairement payer », déplore une habitante de Goma qui se demande si l'argent exigé relève de quelle taxe.

La CIRGL compte renforcer la traçabilité des minerais dans les Grands Lacs. La Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) veut se doter d'auditeurs externes qui ne sont pas membres de cette organisation régionale. Ces auditeurs devront examiner la chaîne d'exportation des minerais dans la région pour s'assurer qu'ils ne sont pas liés à l'activité des groupes armés ou entachés de fraude. Pour y arriver, le comité d'audit de la CIRGL examine depuis mercredi 14 mai à Kinshasa les procédures d'audit et les candidatures des auditeurs externes indépendants.

RDC : le pasteur Mukungubila, instigateur présumé des attaques de décembre à Kinshasa, arrêté en Afrique du Sud. Le pasteur congolais Joseph Mukungubila Mutombo, dont des adeptes ont mené des attaques en décembre dans plusieurs villes de la République démocratique du Congo (RDC), a été arrêté jeudi 15 mai en Afrique du Sud où il est demandeur d'asile, a appris l'AFP auprès de son avocat. "Il a été arrêté chez lui à Mondeor (banlieue sud de Johannesburg, ndlr) où il vit avec sa famille. Pour quels motifs je n'en sais rien, c'est ce que je tente de savoir", a indiqué à la même source Ashraf Essop, l'avocat sud-africain que M. Mukungubila a sollicité pour déposer sa demande d'asile en Afrique du Sud à son arrivée dans ce pays en janvier.

Les attaques des miliciens Bakata Katanga à Manono jettent 16 000 personnes dans la rue. Les attaques des miliciens Mai-Mai Bakata Katanga du groupe Kasomponde dans le territoire de Manono a poussé seize mille personnes à quitter leurs villages pour s'abriter au village de Shamwana, dans le même territoire. Une délégation constituée des membres des agences du système des Nations unies (HCR, FAO, Pam et Ocha) a séjourné pendant dix jours à Shamwana. Ils travaillent pour trouver des réponses urgentes aux besoins de ces déplacés.

Le Pasteur Joseph Mukungubila remis en liberté sous caution. Joseph Mukungubila a été remis en liberté sous caution par la justice sud-africaine, quelques heures après son arrestation jeudi 15 mai en Afrique du Sud où il est demandeur d'asile, selon l'AFP, citant son avocat. Le pasteur congolais est visé par un mandat d'arrêt international émis par Interpol, sur une plainte de la RDC, qui l'accuse d'avoir commandité des attentats contre plusieurs sites stratégiques congolais en décembre 2013. Le porte-parole du gouvernement congolais, Lambert Mende, s'était réjoui de son arrestation et avait souhaité son extradition vers le territoire congolais.

Ituri: plus de 500 armes récupérées des mains des civils. Le gouvernement a récupéré plus de 500 armes de guerre et 4 500 munitions depuis qu'il a lancé l'opération de désarmement volontaire des civils il y a deux mois dans le district de l'Ituri (Province Orientale). Financé à hauteur de plus de 500 000 dollars américains, ce projet vise à collecter plus de 2 500 armes dans les territoires d'Irumu, Djugu et de Mahagi afin de réduire les violences armées dans le district de l'Ituri.

RDC-Examen d'Etat : l'épreuve de dissertation s'est déroulée normalement. Près de six cent mille candidats finalistes du secondaire et autres autodidactes ont passé jeudi 15 mai leur épreuve de dissertation dans le calme sur toute l'étendue de la RDC. Le ministère de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel qui a fait cette déclaration a aussi indiqué que cent dix mille candidats ont été recensés à Kinshasa, soit 18% du total des élèves. Au Kasai-Oriental, l'inspecteur provincial a noté une augmentation du nombre de finalistes.

Nord Kivu : 640 ménages fuient leurs villages pour se réfugier à Kasugho. Plus de six cent quarante ménages sont enregistrés depuis un mois dans le village de Kasugho, à environ 90 kilomètres au sud-Ouest de Butembo (Nord-Kivu). Le comité local des déplacés qui a donné ces chiffres, jeudi 15 mai, a indiqué que quinze à vingt-cinq déplacés sont enregistrés tous les jours.

Nord-Kivu : la Monusco, l'armée et la police facilitent le déroulement de la dissertation. Les casques bleus de la Monusco, les Forces armées de la RDC ainsi que la police nationale du Congo (PNC) ont facilité le déroulement de la dissertation jeudi 15 mai dans les territoires de Masisi et Walikale au Nord-Kivu. Dans ces contrées où la situation sécuritaire est souvent instable, les examens se sont bien déroulés, a constaté Radio Okapi sur place.

Lubumbashi : l'armée rend à l'ONG «Première urgence» son véhiculé volé. La 6e région militaire des Forces armées de la RDC a remis mercredi 14 mai à l'ONG «Première urgence» son véhicule volé par des bandits armés le 6 mai dernier, vers la cité de Manono (Katanga). La veille, les militaires avaient

arrêté deux des voleurs à bord du véhicule volé. Les autres biens emportés par les bandits n'ont pas été retrouvés.

Province Orientale: plus de 2 000 personnes fuient les exactions de Mai-Mai à Opala. Environ 2 000 personnes ont abandonné, depuis une semaine, leurs habitations dans les localités Balolo et Yawende Lolo, en territoire d'Opala, à plus de 250 km de Kisangani (Province Orientale). Des sources de la région indiquent que ces habitants fuient les exactions répétées des miliciens fidèles au colonel autoproclamé Thoms Mesandu, un évadé de la prison d'Osio. Ils ont abattu la semaine dernière un jeune garçon du groupement Yawendelelo, à plus de 80 km de la cité d'Opala, affirment des sources militaires de la région. Ces miliciens s'opposeraient au projet de la création du nouveau parc de Lomami et ils se seraient donner comme mission de tuer tous les paysans impliqués dans ce projet, indiquent des sources dans cette région. Ces Mai-Mai recrutent également des jeunes gens dans des villages de la contrée pour les associer à leur cause. La circulation d'armes à feu dans le territoire d'Opala est à l'origine du braconnage à grande échelle et de l'insécurité qui retarde le décollage effectif des activités du nouveau parc de la Lomami dans le district de la Tshopo. (Radio Okapi)

RDC: la Monusco a reçu le mandat d'observer le processus électoral, affirme Martin Kobler. On respecte la souveraineté de la RDC. Les décisions électorales doivent être prises par la Ceni et le Parlement mais nous avons un mandat, c'est celui de garder le principe électoral, d'observer le processus électoral. Ces principes sont très clairs et ils sont décrits dans notre résolution 2147 : avoir des élections libres, justes, transparentes, pacifiques, inclusives qui respectent le calendrier électoral et la constitution», a déclaré mercredi 14 mai à Kinshasa, Martin Kobler le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en RDC. La Monusco insiste cependant sur le respect de la constitution dans le processus électoral.